

OBJET :
DOTATION DE
SOLIDARITE
URBAINE –
RAPPORT
ANNUEL
D'EMPLOI

LE NOMBRE DE CONSEILLERS
MUNICIPALX EN SERVICE EST
DE 33

RENDU EXECUTOIRE

CONVOCACTION CONSEIL
EN DATE DU : 29.06.2017

AFFICHAGE EN DATE
DU : 29.06.2017

PUBLICATION DE LA
PRESENTE EN DATE
DU :

12 JUIL. 2017

EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Conseil Municipal du 05 juillet 2017,
Le Conseil Municipal de la Commune de CASTELNAUDARY
légalement convoqué s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence
de Monsieur Patrick MAUGARD, Maire,

Présents : GREFFIER Philippe, GUILHEM Evelyne, CATHALA-LEGUEVAQUES
Nicole, SOL Philippe, RATABOUIL Jacqueline, TAURINES André, ZAMAI Giovanni,
BESSET Jacqueline, GARRIGUES Michel, GRIMAUD Bernard, VERONIN-MASSET
Jean-François, BOUILLEUX Denis, ESCAFRE Elisabeth, CHABERT Sabine, BARTHES
Chantal, EL KAHAZ Sarah, SOULIER Agnès, BUSTOS Jean-Paul, CHOPIN Marie-
Christine, THOMAS Guy, ISSALYS Jeanne, THOMAS Eric, POUPEAU Nathalie,
RATABOUIL Michel,

Formant la majorité des Membres en exercices.

Procurations :

Mme GIRAL Hélène donne procuration à M. ZAMAI Giovanni,
M. DEMANGEOT François donne procuration à M. TAURINES André,
M. CASTILLO Jean-Claude donne procuration à Mme RATABOUIL Jacqueline,
M. GUIRAUD Philippe donne procuration à M. GREFFIER Philippe,
Mme BATIGNE Brigitte donne procuration à Mme SOULIER Agnès,
Mme RUIZ Patricia donne procuration à M. VERONIN-MASSET Jean-François,
Mme THOMAS-DAIDE Hélène donne procuration à M. BUSTOS Jean-Paul,
M. LINOU Stéphane donne procuration à Mme POUPEAU Nathalie,

Secrétaire : Mme EL KAHAZ Sarah,

M. le Maire expose à l'Assemblée :

La dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU), créée par la loi
n°91-429 du 13 mai 1991, est une composante de la dotation globale de
fonctionnement (DGF) des communes. Elle a pour objet de contribuer à
l'amélioration des conditions de vie dans les communes urbaines confrontées à
une insuffisance de leurs ressources et supportant des charges élevées.

Cette réforme concentre la DSU sur les communes confrontées aux charges
socio-économiques les plus lourdes. Les critères qui définissent l'éligibilité des
communes à la DSU ne sont pas modifiés mais la formule qui répartit les crédits
entre les communes est complétée par deux coefficients relatifs à l'importance
des populations en zone urbaine sensible (ZUS) et en zone franche urbaine
(ZFU).

Pour l'année 2016, la DSU allouée à Castelnaudary s'est élevée à 337 864 €.

Les principales dépenses de la Ville en 2016 liées à l'effort de solidarité urbaine
sont :

En investissement, au titre de 2016, on retiendra notamment :

- l'aménagement des espaces publics de Castelnaudary = 671 289 €
- les travaux et équipements divers dans les quartiers = 618 477 €

En fonctionnement, au titre de 2016, on retiendra notamment :

- le fonctionnement des principaux équipements jeunesse implantés dans les quartiers = 195 098 €
- la subvention annuelle au Centre Communal d'Action Sociale = 95 000 €
- les subventions aux organismes locaux d'insertion = 2 100 €

Les dépenses citées ici et liées à l'aménagement, à l'animation sociale des équipements de quartiers et aux aides diverses allouées aux personnes en difficulté sociale ne sont pas exhaustives et s'élèvent à 1 581 964 €.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi de programmation pour la cohésion sociale du 19 janvier 2005,

Vu la Commission des Finances en date du 03 juillet 2017,

LE CONSEIL MUNICIPAL APRES AVOIR DELIBERE

APPROUVE ce rapport annuel relatif à l'emploi de la dotation de solidarité urbaine.


ADOpte A L'UNANIMITE

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an ci-dessus et ont les membres présents signé au registre.
Pour extrait conforme au registre.

La convocation du Conseil Municipal et le compte rendu de la présente délibération ont été affichés à la porte de la Mairie conformément aux articles R2121-7 du CGCT et L.2121-25 du CGCT.

CASTELNAUDARY, le 05 juillet 2017.



Le Maire,

Patrick MAUGARD

Ampliation faite le :
11 JUIL. 2017
Certifiée exécutoire par réception
en Préfecture le :
10 JUIL. 2017
Par publication le :
12 JUIL. 2017
Par délégation,
Le Directeur Général des Services



Hervé ANTOINE

Accusé de réception de Préfecture du 10/07/2017
N°011-211100763-20170705-2017-173-DE